



LE DÉPARTEMENT

Envoyé en préfecture le 28/04/2020
Reçu en préfecture le 28/04/2020
Affiché le 04/05/2020
ID : 026-222600017-20200427-CP20200427_8-DE



Accompagnement social des bénéficiaires du RSA

CONVENTION SUR OBJECTIFS

ENTRE :

- **Le DÉPARTEMENT DE LA DROME**, représenté par Madame la Présidente du Conseil Départemental, agissant au nom du Département, en exécution de la délibération de la Commission Permanente en date du 27 avril 2020 et désigné ci-après « le Département ».

d'une part,

ET :

- **LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES**, représentée par sa Directrice dûment habilitée par son Conseil d'Administration, en exécution de la décision de la Commission d'action sociale
10 rue Marcel Barbu - 26023 VALENCE CEDEX 9
et désignée ci-après « la CAF »

d'autre part,

Vu la Loi du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions ;
Vu la Loi du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion ;
Vu le Décret du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active ;
VU la Convention d'Orientation et d'Accompagnement des bénéficiaires du RSA ;
VU la Convention d'Objectifs et de Gestion 2018-2022 signée entre la CNAF et l'Etat .

il est convenu et arrêté ce qui suit :

TITRE I - OBJET

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La CAF instruit¹ et enregistre les demandes de RSA et apporte un niveau qualitatif de réponse conforme aux objectifs qui lui sont confiés par la Convention d'Objectifs et de Gestion 2018-2022.

La CAF met en œuvre, dans le cadre de son action sociale², un accompagnement spécifique des bénéficiaires du RSA majoré nouveaux entrants qui souhaitent s'engager dans une démarche d'insertion sociale et professionnelle.

¹ Pour les zones urbaines : cantons de Valence 1, 2, 3, 4, Montélimar 2, Romans, Bourg de Péage, hors TNS

² Dans la mission 4 de la COG 2018-2022 : « Créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et au retour à l'emploi des personnes et des familles »

La présente convention a pour objet de définir les engagements et obligations des parties en référence au Programme départemental d'insertion vers l'emploi, **pour le travail effectué auprès des bénéficiaires du RSA** par la mise en œuvre des actions d'insertion suivantes :

**Animation de journées d'information au sein de l'accueil collectif
des bénéficiaires du RSA entrant dans le dispositif RSA
organisé par le pôle insertion Grand Valentinois**

et

**Accompagnement social des bénéficiaires du RSA majoré nouveaux entrants
sur les secteurs couverts par les travailleurs sociaux de la CAF**

Cette action répond aux axes et objectifs prioritaires du Département pour soutenir l'accès et le retour à l'emploi :

**Dynamiser l'accompagnement des bénéficiaires du RSA
pour un appui plus global, personnalisé et efficace pour un retour à l'emploi**

TITRE II - CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 2 – MISSIONS

ANIMATION DE JOURNEES D'INFORMATION - GRAND VALENTINOIS

OBJECTIFS : Informer les bénéficiaires du RSA de leurs droits, de l'impact des différents changements des situations, de leurs obligations de déclaration, des modalités d'accès et d'utilisation du site www.caf.fr.

MODALITES D'INTERVENTION ANIMER 13 séances d'informations dans le cadre d'accueils collectifs pour des bénéficiaires du RSA entrant dans le dispositif RSA sur le territoire du pôle Insertion Grand Valentinois.

Dans ce cadre, le service expert de la CAF consacrera sur la période de l'action, treize journées de travail (13 demi-journées d'information et 13 demi-journées de préparation), à raison d'environ une par mois (de janvier à juin et de septembre à décembre).

ACCOMPAGNEMENT SOCIAL - DEPARTEMENT

A l'issue de la demande de RSA, les bénéficiaires dont la situation sociale et familiale fait apparaître des difficultés ne leur permettant pas de s'engager dans une démarche d'insertion professionnelle sont orientés par le Pôle Insertion vers un accompagnement social adapté à leur situation.

Cet accompagnement social personnalisé est mis en œuvre par un référent social unique désigné par et au sein de l'organisme responsable de l'accompagnement du bénéficiaire.

PUBLIC : La CAF, par délégation du Conseil départemental, assure le rôle de référent social unique pour un public spécifique, à savoir les bénéficiaires du RSA majoré, monoparents avec enfant à charge de moins de 3 ans ou grossesse déclarée, hormis :

- les personnes clairement engagées dans un parcours d'insertion professionnelle, qui doivent être accompagnées par Pôle emploi ;
- les personnes dont la problématique relève d'un accompagnement du Conseil départemental (familles connues du Service social départemental).

MOYENS Pour ce faire, la CAF se propose d'apporter le concours de ses travailleurs sociaux. Leur intervention concernera environ **100 bénéficiaires du RSA majoré** monoparents avec enfant à charge de moins de 3 ans ou grossesse déclarée nouveaux entrants. Les modalités de travail et de collaboration avec les agents du Département sont détaillées en annexe, dans le référentiel « accompagnement social ».

OBJECTIFS : Construire avec les bénéficiaires du RSA leur parcours d'insertion sociale et contractualiser toutes les démarches/actions dans leur contrat d'engagements réciproques (CER).

Accompagner les bénéficiaires pour les démarches de « accès ou maintien dans le logement, démarches liées à la santé, accès aux droits, garde d'enfants, mobilité, lien social,... » et les aider à se projeter vers l'insertion professionnelle (identification d'un projet professionnel et des conditions pour le concrétiser).

Accompagner les bénéficiaires pendant les premiers mois de leur reprise d'activité professionnelle ou de leur formation pour sécuriser leur parcours d'insertion.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DE LA CAF

Du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020, la CAF s'engage à :

- SE CONFORMER à l'ensemble des obligations afférentes à la réglementation en vigueur et au référentiel d'accompagnement social ;
- ACCUEILLIR toutes les personnes éligibles au RSA majoré orientées vers la CAF par les Pôles Insertion pour un accompagnement, qui se présentent à son siège et sur ses antennes ;
- ASSURER, avec la compétence de ses travailleurs sociaux, une évaluation sociale telle que définie en annexe. Cette évaluation permettra de formaliser les contrats d'engagements réciproques qui seront proposés aux Pôles insertion ;
- ASSURER un accompagnement de proximité et unique prenant en compte tous les freins du bénéficiaire du RSA ;
- ACCOMPAGNER les bénéficiaires du RSA majoré durant leur parcours d'insertion et être le référent de leur contrat conformément à la définition indiquée ;
- COORDONNER son action avec les autres acteurs locaux ;
- TRANSMETTRE un tableau mensuel indiquant le nom des personnes suivies avec le nom du référent pour l'ensemble des territoires ;
- PERMETTRE L'ACCES de ses activités, en référence aux règles établies par la Chambre régionale des comptes, au service Développement économique et Insertion, dans le cadre de l'évaluation continue des actions d'insertion ;
- FAIRE APPARAÎTRE l'intervention du Département dans toute action de communication relative à la présente action. Dans ce cadre, les documents édités par la CAF porteront la mention « avec la participation du Département ».

ARTICLE 4 - ÉVALUATION

La CAF s'engage à remettre au Département, via insertion@ladrome.fr un **rapport d'activité détaillé de chaque action arrêté au 31 décembre 2020 et à remettre avant le 28 février 2021**, permettant d'évaluer L'EFFICACITE DES ACTIONS par l'analyse des résultats.

Les actions feront l'objet d'une évaluation au terme de l'année, sur les aspects suivants :

- Conformité de l'action par rapport à la législation, à la convention et au référentiel « accompagnement social » ;
- Cohérence des moyens et méthodes employés par rapport à l'objet de l'action ;

ANIMATION DE JOURNEES D'INFORMATION

- Evaluation qualitative réalisée en lien avec les Chargés de développement territorial du pôle insertion Grand Valentinois ;
- Justification du nombre de jours d'intervention réalisés ;
- Nombre de bénéficiaires RSA accueillis.

ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

- Indicateurs par pôle insertion :
 - nombre de bénéficiaires du RSA orientés vers la CAF ;
 - nombre de bénéficiaires du RSA accompagnés et contractualisés ;
 - respect du délai d'élaboration et de renouvellement du CER ;
 - nombre de bénéficiaires RSA ayant progressé dans la résolution de leurs problèmes ;

- nombre de freins identifiés et nombre de freins solutionnés ;
- évaluation des étapes et des parcours réalisés par les bénéficiaires ;
- préciser, pour chaque bénéficiaire du RSA quelle suite a été donnée à son parcours d'insertion (motif de sortie) ;
- travail engagé avec les partenaires, orientations effectuées.

TITRE III – DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DU DEPARTEMENT

Pour l'exercice 2020, le Département de la Drôme s'engage à verser au compte de la CAF la somme maximale totale de **31 114 Euros**, pour l'intégralité de ces actions et répartie comme suit :

- Accompagnement social de bénéficiaires RSA majoré, monoparents avec enfant à charge de moins de 3 ans ou grossesse déclarée.
Suite à l'évaluation quantitative des bénéficiaires potentiels et aux ressources nécessaires pour assurer cet accompagnement, un co-financement CAF/Département a été décidé pour l'accompagnement social des bénéficiaires du RSA majoré, le Département de la Drôme s'engage à financer et à verser au compte de la CAF, la somme de 27 500 €
- Animation de journées d'informations : 3 614 €.

La participation du Département sera imputée sur les crédits d'insertion et sera versée en deux fois :

- un acompte de 80% à la signature de la présente convention,
- le solde de la participation financière Département tiendra compte de la réalisation des objectifs prévus.

ARTICLE 6– DOCUMENTS FINANCIERS A REMETTRE PAR LA CAF

- ✓ **Pour le 28 février 2021, un état des dépenses et des recettes réalisées au titre de chaque action arrêté au 31 décembre 2020 et un budget prévisionnel pour l'année suivante.**

TITRE IV – DUREE – RENOUVELLEMENT - RESILIATION

ARTICLE 7 – DUREE

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature. La clôture définitive de la convention interviendra après la réalisation complète des obligations de chacune des parties.

ARTICLE 8 – RESILIATION – LITIGE

En cas de mauvaise exécution ou d'inexécution totale des dispositions de la présente convention par l'une des parties, celle-ci sera résiliée de plein droit, un mois après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée infructueuse.

La résiliation de la présente convention ou l'exécution partielle de l'action pourra entraîner sur simple demande du Département, la restitution de tout ou partie des sommes versées à la CAF.

En cas de litige, les parties s'engagent préalablement à toute action contentieuse à se rencontrer afin de trouver une solution négociée. En cas d'échec, le litige sera porté devant le Tribunal compétent.

Envoyé en préfecture le 28/04/2020

Reçu en préfecture le 28/04/2020

Affiché le 04/05/2020



ID : 026-222600017-20200427-CP20200427_8-DE

FAIT À VALENCE, LE
EN DEUX EXEMPLAIRES ORIGINAUX

**LA PRESIDENTE
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,**

**LA DIRECTRICE DE LA
CAISSE D'ALLOCATIONS
FAMILIALES,**

Marie-Pierre MOUTON

Brigitte MEYSSIN

ANNEXE A LA CONVENTION

MODALITES DE FONCTIONNEMENT

Les formulaires d'instruction, contrats, fiches techniques (ou fiche diagnostic CAF annexée au contrat) et statistiques seront à disposition des travailleurs sociaux de la Caisse d'allocations familiales dans chaque Pôle insertion.

Les modalités de collaboration seront déterminées au niveau départemental. Au niveau local, le Responsable du Service d'accompagnement social des familles CAF et le Chargé de développement territorial du service Développement économique et Insertion du Département définissent ensemble les modalités de travail avec les travailleurs sociaux de la CAF. Le Responsable du Service accompagnement social des familles reste le responsable technique et hiérarchique des travailleurs sociaux de son service. Le Chargé de développement territorial du service Développement économique et Insertion du Département a pour fonction d'animer les "cellules d'appui" au niveau local et présenter le contenu des contrats d'engagements réciproques au Pôle insertion.

Au niveau départemental, une réunion de travail entre un représentant de la Direction de la CAF, le Responsable du Service accompagnement social des familles de la CAF et le représentant du service Développement économique et Insertion du Conseil départemental sera organisée semestriellement. Cette rencontre aura pour objet d'assurer le suivi de la convention.

Les contrats d'engagements réciproques seront présentés en fonction de leur échéance et de leur nombre dans les locaux du pôle Insertion.

Chaque pôle Insertion devra périodiquement faire le point sur la situation des bénéficiaires du RSA majoré. Il sera saisi, à l'initiative de la CAF ou du Chargé de développement territorial insertion.

ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

1) Diagnostic personnalisé puis élaboration d'un plan d'accompagnement personnalisé

A partir d'un diagnostic personnalisé de la situation, le référent social CAF, s'il confirme la pertinence de l'accompagnement social, établit en concertation avec le bénéficiaire un plan d'accompagnement personnalisé en matière d'insertion sociale et professionnelle.

Ce plan d'accompagnement personnalisé constitue la base d'un contrat d'engagements réciproques signé conjointement par le bénéficiaire et le référent social CAF pour une durée, selon la loi, de six mois pouvant aller jusqu'à douze mois.

2) Mise en œuvre de l'accompagnement social

Le référent social CAF met ensuite en œuvre l'accompagnement personnalisé du bénéficiaire et réalise les bilans intermédiaires nécessaires.

Le référent social de la CAF s'appuie sur l'ensemble des offres locales de service, des dispositifs et outils financiers d'action sociale ainsi que celles des partenaires locaux pour favoriser la résolution des difficultés des familles.

Cet accompagnement social s'effectue en lien avec des référents professionnels partenaires et peut s'accompagner d'attribution d'aides sur projet CAF.

La CAF pourra également s'appuyer sur ses réseaux de partenaires ou favoriser leur structuration afin d'organiser et soutenir le développement des offres de services permettant d'apporter, de manière concertée, les réponses sociales aux besoins des bénéficiaires.

3) Bilan de l'accompagnement

Au terme du contrat, le référent social CAF réalisera le bilan final du contrat.

Si les actions d'accompagnement social n'ont pas permis au bénéficiaire de lever ses difficultés et de retrouver un équilibre personnel et familial propice à l'engagement d'une recherche d'emploi (via si besoin un accompagnement professionnel par un référent emploi), les objectifs et le contenu du contrat pourront être révisés.

Dans ce cas, le référent CAF évaluera, au regard des actions déjà réalisées et de la situation du bénéficiaire, si l'accompagnement social doit être poursuivi par la CAF, ou dans l'intérêt du bénéficiaire, pris en charge par un autre organisme.

Cet accompagnement se décompose de deux manières : d'une part une fonction de référent du contrat d'engagements réciproques (accueil, diagnostic, suivi de la trajectoire) et d'autre part une fonction liée à l'intervention sociale qui relève de la compétence des travailleurs sociaux du Service accompagnement social des familles de la CAF.

Ces derniers, dans le cadre de la convention, ne sont pas chargés de la mise en œuvre d'une mission qui serait celle d'un service social polyvalent de catégorie. Les travailleurs sociaux interviennent dans le cadre exclusif du projet d'insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du RSA. Le projet d'insertion est contractualisé. Il recouvre les différents aspects de la vie sociale et familiale, de la santé, du logement et de l'activité professionnelle.

Le service social CAF sera compétent en matière d'information sur les procédures ou dispositifs concourant à l'insertion sociale et professionnelle. Il en est de même pour le logement, la santé.

Tout problème de protection de l'enfance, notamment ceux relevant de la protection maternelle et infantile (PMI), n'est pas de la compétence du travailleur social CAF. Le travailleur social CAF qui détecte un problème d'enfance en danger (enfance maltraitée ou enfance en risque) doit adresser un signalement à l'autorité administrative territoriale (loi de juillet 1989).

Toute demande d'aide financière qui rentre dans la démarche d'insertion est à faire par le travailleur social de la CAF quel que soit l'organisme à qui est demandée cette aide.



LE DÉPARTEMENT

Envoyé en préfecture le 28/04/2020
Reçu en préfecture le 28/04/2020
Affiché le 04/05/2020
ID : 026-222600017-20200427-CP20200427_8-DE



L'essentiel & plus encore

Instruction – contractualisation accompagnement social et professionnel

CONVENTION SUR OBJECTIFS

ENTRE :

- Le **DÉPARTEMENT DE LA DROME**, représenté par Madame la Présidente du Conseil Départemental, agissant au nom du Département. en exécution de la délibération de la Commission Permanente en date du **27 avril 20** et désigné ci-après « le Département ».

d'une part,

ET :

- **LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE Ardèche Drôme Loire**, représentée par sa Directrice générale dûment habilitée par son Conseil d'Administration
29 rue Frédéric Chopin – BP 1001
26025 VALENCE CEDEX 9
et désignée ci-après « la MSA »

d'autre part,

Vu la Loi du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion.

Vu le Décret du 15 avril 2009 relatif au Revenu de solidarité active ;

Vu la Convention d'orientation et d'accompagnement des bénéficiaires du RSA ;

PREAMBULE

La MSA est signataire de la convention d'orientation et d'accompagnement des bénéficiaires du RSA et du Pacte territorial pour l'Insertion (PTI). Elle contribue à la politique d'insertion des bénéficiaires du RSA ressortissants agricoles dans le Département de la Drôme en s'engageant à :

- Identifier dans son Plan d'action sociale une orientation concernant un soutien spécifique apporté aux publics fragilisés, soutien en terme d'accueil et d'information spécifique, de prestations extra légales, d'actions individuelles et collectives,
- Mobiliser ses travailleurs sociaux dans l'appui aux bénéficiaires du RSA non salariés agricoles ainsi qu'aux bénéficiaires du RSA majoré accompagnés d'un ou plusieurs enfants de moins de trois ans relevant de son régime d'affiliation et rencontrant des difficultés d'ordre social au sens général, par une démarche d'accompagnement professionnel globale (famille, santé, vie professionnelle, lien social et citoyeneté),
- Intégrer, chaque fois que possible, les publics en précarité dans les actions conduites par son action sociale,
- Développer des actions collectives dans un esprit favorisant la participation des personnes et en lien avec leur territoire de vie.

La MSA instruit également les demandes de RSA pour le public relevant de son régime d'affiliation dans les conditions définies par la convention d'orientation et d'accompagnement des bénéficiaires du RSA dans le Département de la Drôme.

Le Programme départemental d'insertion est mis en œuvre en application de la Loi du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion.

il est convenu et arrêté ce qui suit :

TITRE I - OBJET

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les engagements et obligations des parties en référence au Programme départemental d'insertion vers l'emploi, **pour le travail effectué auprès des bénéficiaires du RSA, la contractualisation et l'accompagnement social et pré-professionnel.**

Cette action répond aux axes et objectifs prioritaires du Département pour soutenir l'accès et le retour à l'emploi :

**Dynamiser l'accompagnement des bénéficiaires du RSA
pour un appui plus global, personnalisé et efficace pour un retour à l'emploi
Accompagnement social des bénéficiaires du RSA.**

TITRE II - CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 2 – MISSIONS

La MSA se propose d'apporter le concours de ses travailleurs sociaux pour effectuer un accompagnement individuel et adapté des agricultrices et agriculteurs (exploitants, conjoints collaborateurs, cotisants solidaires et aides familiaux) tant sur le plan social, familial, technico-économique et professionnel afin de favoriser le maintien dans l'emploi et la sortie du dispositif RSA. Le projet d'insertion est contractualisé.

PUBLIC : Les bénéficiaires du RSA non salariés agricoles et bénéficiaires du RSA majoré accompagnés d'un ou plusieurs enfants de moins de trois ans, relevant de son régime d'affiliation.

OBJECTIFS : Aider les agriculteurs en situation fragile à la compréhension de leur situation, à la prise de conscience de leurs capacités, de leurs compétence, et à développer des stratégies pour construire un projet et permettre une meilleur intégration sociale et professionnelle.

**Dans ce cadre ACCOMPAGNER 150 ménages d'exploitants agricoles
bénéficiaires du RSA.**

MODALITES D'INTERVENTION : **Se référer aux conditions définies dans le référentiel « Accompagnement social » et dans la fiche projet.**

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DE LA MSA

Du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020, la MSA s'engage à

- REALISER l'action décrite à l'article 2 et conformément à la fiche projet ;
- SE CONFORMER à l'ensemble des obligations afférentes à la réglementation en vigueur ;
- ACCUEILLIR les publics cités ci-dessus relevant de son régime d'affiliation orientés par les Pôles insertion ;
- INSTRUIRE les demandes de RSA ;
- ASSURER la contractualisation (établissement du CER) et l'accompagnement social et pré-professionnel des publics cités ci-dessus en vue de faciliter leur insertion durable dans l'emploi ;
- ASSURER la fonction de référent unique tel que défini par la loi et précisé dans le référentiel ;

- ASSURER avec la compétence de ses travailleurs proposer des moyens d'accompagnement adaptés aux situations diagnostiquées ;
- DONNER toutes les informations nécessaires sur les dispositifs concourant au maintien sur l'exploitation ou à la reconversion professionnelle des exploitants agricoles ;
- METTRE en oeuvre les moyens nécessaires pour faciliter l'insertion des bénéficiaires accueillis dans l'action. La progression des bénéficiaires sera évaluée au regard des objectifs énoncés et écrits dans le projet ;
- TRANSMETTRE un tableau mensuel indiquant le nom des personnes suivies avec le nom du référent pour l'ensemble des territoires ;
- PERMETTRE L'ACCES de ses activités, en référence aux règles établies par la Chambre régionale des comptes, au service Développement économique et Insertion, dans le cadre de l'évaluation continue des actions d'insertion ;
- FAIRE APPARAÎTRE l'intervention du Département dans toute action de communication relative à la présente action. Dans ce cadre, les documents édités par la MSA porteront la mention « avec la participation du Département ». Le logo du Département faisant l'objet d'une charte graphique, la MSA devra se rapprocher de la Direction de la communication pour obtenir tous les renseignements relatifs à la diffusion externe du logo.

ARTICLE 4 - ÉVALUATION

La MSA s'engage à remettre au Département, via insertion@ladrome.fr, avant le 31 janvier 2021, **un rapport d'activité annuel détaillé arrêté au 31 décembre 2020**, permettant d'évaluer L'EFFICACITE DE L'ACTION par l'analyse des résultats.

L'action fera l'objet d'une évaluation à son terme, au regard des indicateurs suivants non exhaustifs :

- Nombre de situations détectées ;
- Nombre d'actions ciblées pour améliorer la détection précoce ;
- Nombre de ménages accompagnés ;
- Nombre de CER signés et validés ;
- Durée d'accompagnement ;
- Nombre de bénéficiaires RSA ayant progressé dans la résolution de leurs problèmes ;
- Nombre de sorties et motifs de sortie ;
- Nombre de freins identifiés et nombre de freins solutionnés ;
- Nombre et types d'actions collectives ;
- Nombre de participants.

L'évaluation de l'action portera sur les aspects suivants :

- conformité de l'action par rapport à la législation et à la convention ;
- cohérence des moyens et méthodes employés par rapport à l'objet de l'action.

TITRE III – DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DU DEPARTEMENT

Pour l'exercice 2020, le Département de la Drôme s'engage à verser au compte de la MSA, la somme maximale de **32 000 EUROS**, pour l'intégralité de cette action.

La participation du Département sera imputée sur les crédits d'insertion et sera versée en deux fois :

- 80% à la signature de la présente convention,
- Le solde de la participation financière du Département tiendra compte de la réalisation des objectifs prévus.

ARTICLE 6– DOCUMENTS FINANCIERS A REMETTRE PAR LA MSA

- **Pour le 31 janvier 2021, un état des dépenses et des recettes réalisées au titre de l'action** arrêté au 31 décembre 2020 **et un budget prévisionnel pour l'année suivante** ;
- **Pour le 30 juin 2021, les documents comptables et rapports de gestion**, visé par l'agent comptable de la MSA Ardèche Drôme Loire.

TITRE IV – DUREE – RENOUVELLEMENT - RESILIATION

ARTICLE 7 – DUREE

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature. La clôture définitive de la convention interviendra après la réalisation complète des obligations de chacune des parties.

ARTICLE 8 – RESILIATION – LITIGE

En cas de mauvaise exécution ou d'inexécution totale des dispositions de la présente convention par l'une des parties, celle-ci sera résiliée de plein droit, un mois après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée infructueuse.

La résiliation de la présente convention ou l'exécution partielle de l'action pourra entraîner sur simple demande du Département, la restitution de tout ou partie des sommes versées à la MSA.

En cas de litige, les parties s'engagent préalablement à toute action contentieuse à se rencontrer afin de trouver une solution négociée. En cas d'échec, le litige sera porté devant le Tribunal compétent.

FAIT À VALENCE, LE
EN DEUX EXEMPLAIRES ORIGINAUX

**LA PRESIDENTE
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

**LA DIRECTRICE GENERALE DE LA
MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE
Ardèche Drôme Loire,**

Marie-Pierre MOUTON

Dominique GENTIAL